

ACCAPAREMENTS DES TERRES PAR LES MULTINATIONALES : LES LUTTES DES COMMUNAUTÉS ET LA CONSTRUCTION DE LEVIERS À L'ÉCHELLE INTERNATIONALE



ZOOM SUR LA LUTTE DES RIVERAINS DES PLANTATIONS SOCFIN/BOLLORÉ AU CAMEROUN AVEC EMMANUEL ELONG, PRÉSIDENT DE LA SYNAPARCAM

13 février 2019

18h30 - 21h

Salle Jean Dame

17, rue Léopold Bellan, 75002, Paris

Métro : Sentier

Rivières polluées, milliers d'hectares de champs et forêts remplacés par des monocultures de palmiers à huile et d'hévéas, tombes et sites sacrés détruits : voilà la situation à laquelle des milliers de personnes affectées par les plantations des groupes Socfin/Bolloré font face en Afrique et en Asie. Les surfaces contrôlées par leurs filiales en Afrique sont passées de 87 303 à 108 465 ha entre 2011 et 2014, aggravant les conflits avec les populations riveraines privées de terres et qui voient leurs conditions de vie se dégrader.

Ce cas est loin d'être isolé. De nombreux groupes agro-industriels participent à l'accélération de l'accaparement des terres observée partout dans le monde depuis la crise alimentaire de 2008. Face à ces graves atteintes aux sociétés humaines et à l'environnement, comment les communautés parviennent-elles à résister ? Quelles alliances et actions possibles avec elles, dans des contextes politiques et juridiques nationaux et internationaux qui privilégient l'exploitation « minière » à grande échelle des ressources naturelles ?

Le React et le collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres vous invitent à échanger avec Emmanuel Elong, porte-parole de synergie nationale des paysans et riverains des plantations du Cameroun (Synaparcam). Présent en France pour témoigner dans le cadre de procès en diffamation que les groupes Bolloré et Socfin intentent à la chaîne de télévision France 2, Mediapart, et les ONG Sherpa et React, Emmanuel Elong exposera la situation autour des six plantations de la Socapalm, filiale camerounaise de Socfin-Bolloré et expliquera les combats des paysans et riverains affectés.

Avant de laisser place aux questions des participants, les organisateurs apporteront en quelques minutes des informations additionnelles sur :

- la campagne internationale que mènent les riverains des plantations Socfin-Bolloré contre ces groupes avec l'appui du React (Eloïse Maulet, ReAct),
- le contexte juridique et politique qui favorise ces processus (Mathieu Perdriault, aGter),
- la criminalisation des lanceurs d'alertes et en particulier la stratégie des « procès baillons » appliquée par les groupes Bolloré et Socfin (Marie-Laure Guislain, Sherpa),
- les recours existants et ceux restant à créer pour les populations aux plans national et international (loi française sur le devoir de vigilance ; perspectives ouvertes par le groupe de travail onusien sur un « instrument contraignant » en direction des multinationales) (Juliette Renaud, Les Amis de la Terre).

D'autres membres du collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres seront également présents pour amener, au cours des échanges, des éléments sur la situation dans d'autres pays : Confédération paysanne, Collectif Tany pour la défense des terres malgaches, ActionAid France - Peuples solidaires, Grain...

La Synaparcam et l'alliance des riverains des plantations Socfin-Bolloré en Afrique de l'Ouest

Au Cameroun, la Socapalm détient une concession de 58 000ha. Créée en 1974, l'entreprise a été privatisée en 2000 et acquise par la Socfin. À partir de cette date, les conflits avec les communautés locales ont empiré du fait des extensions des plantations et du non-respect des engagements, notamment en matière de compensations, de constructions d'infrastructures sociales et d'accès à un emploi décent.

Les paysans des villages riverains se sont organisés au sein de la Synaparcam pour revendiquer leurs droits et défendre leurs terres. La lutte menée a permis d'avancer sur certains points importants, mais la situation est toujours difficile et des revendications essentielles restent à faire aboutir.

Les communautés locales du Cameroun se sont alliées avec celles de la Côte d'Ivoire, du Cambodge, de la Sierra Leone et du Liberia pour faire valoir leurs droits face à cette multinationale.



avec, pour le Collectif citoyen en France contre l'accaparement des terres,



Confédération paysanne

